

## Amère Méditerranée

*François L'Yvonnet*

“La politique méditerranéenne, quel  
fouillis de tangentes et de sécantes.”  
(Paul Morand.)

Predrag Matvejevitch,<sup>1</sup> écrivain yougoslave, naturalisé italien, constate que la Méditerranée est sans véritable nom *propre*, les ayant presque tous portés. “La Méditerranée porte plusieurs noms, selon les pays dont elle borde les côtes”, écrivait le géographe Mercator. Mer “Supérieure”, chez les Égyptiens, “Grande” mer, ou Mer “en arrière”, dans la Bible, sans nom particulier dans l’*Iliade* (qui ne connaît que la mer de Thrace et celle d’Icarie) et l’*Odyssée* (la mer est partout). Mer située au nord, selon Hérodote, qui l’appelle naturellement “*Boreia thalassa*”,

---

<sup>1</sup> *La Méditerranée et l'Europe*, Fayard, 2005 (Leçons données au Collège de France en 1997).

“Mer Hellénique”, pour Thucydide, celle qui est “près de nous” dans le *Phédon* de Platon. “Mare Nostrum”, pour Rome, car elle baignait toutes les terres environnantes. “Mer blanche” pour Ibn Khaldun et les Turcs.

“*Méditerranéus*” — que l’on distinguait et opposait à “*maritimus*” — qualifiait un espace au sein du continent (le substantif “*mediterraneum*” indiquait ce qui est au milieu des terres). Le mot “Méditerranée” sera adopté à la suite d’*Origène*:

La Grande Mer [*mare Magnum*] est celle qui naît de l’Océan à l’Ouest, est tournée vers le Sud et atteint le Nord. On l’appelle Grande Mer car, comparées à elle, les autres mers sont plus petites. C’est la Méditerranée parce qu’elle baigne les terres environnantes [*mediam terram*] jusqu’à l’Est, séparant l’Europe, l’Afrique et l’Asie.

À la question: “Qu’est-ce que la Méditerranée?” Fernand Braudel répondait:

Mille choses à la fois. Non pas un paysage, mais d’innombrables paysages. Non pas une mer, mais d’innombrables mers. Non pas des civilisations, mais des civilisations entassées les unes sur les autres.

La “Méditerranée” est l’espace-temps d’un vis-à-vis, en perpétuelle tension, aux limites de l’éclatement, réalisant une sorte d’équilibre instable et précaire entre les contraires: le *clos* et l’*ouvert* (elle est un long détroit entre deux mers, l’une quasi close, la mer Noire, l’autre ouverte sur les lointains maritimes, l’Atlantique). Un monde de germination endogène qui irradie tous les points du globe. Le *même* et l’*autre* (une identité forte, reconnaissable

entre toutes, faite d'appartenances ouvertes et indéfinies. Toute tentative de réduction de l'une à l'autre est un appauvrissement). *L'un* et le *multiple*: la Méditerranée, en dépit des scissions et des crises, en dépit des affrontements, est à la fois homogène et disparate (développements contrastés, régimes politiques divers, démographie inégalement explosive, drames des migrations sauvages).

La Méditerranée devrait être le théâtre, de moins en moins géographique, *stricto sensu*, de plus en plus métaphorique d'une narration du possible. La Méditerranée est le foyer — ou la matrice — d'un imaginaire polycentré (“euro-afro-asiatique”) qui se joue des totalisations les plus radicales, celles des idéologies unifiantes et réductrices.

Cette Méditerranée “paradigmatique” — qui a nourri, depuis des lustres, les rêves de la vieille Europe — est devenue pour celle-ci une mosaïque éclatée, pour ne pas dire un ensemble presque moribond. Naguère nourricière, “notre” mer ne serait plus qu'une frontière floue et poreuse, d'autant plus menaçante qu'elle est liquide. C'est d'elle que viendraient tous les dangers, sous la forme du fanatisme et des hordes de miséreux.

## **I — LA CROISIÈRE S'AMUSE...**

La nouvelle politique méditerranéenne de la France, annoncée à grand fracas par Nicolas Sarkozy et, plus généralement, la politique méditerranéenne de l'Europe,

témoignent à la fois d'un abandon et d'une incompréhension.

Le projet d'Union méditerranéenne — déjà présent dans le programme présidentiel — a été officiellement annoncé par le président de la République française à l'occasion d'une visite au Maroc, le 23 octobre 2007. Le contenu de l'initiative française a été détaillé à Lisbonne, devant les représentants des pays concernés, par Alain Le Roy, ambassadeur en charge du projet.

Cette "Union méditerranéenne" — qui devait devenir un forum d'échanges annuel ou biennuel entre les pays riverains de la Méditerranée, mais sans création d'institution nouvelle — se présentait sous la forme d'une "union de projets", avec une agence de l'eau chargée de lutter contre la pollution de la Méditerranée ou une autre dédiée au développement des petites et moyennes entreprises.

La Commission européenne, favorable quant au principe, s'est inquiétée de son articulation avec les projets européens existants en matière de coopération avec les pays du sud de la Méditerranée. La commissaire européenne aux Relations extérieures avait, à Lisbonne, fait le point sur l'aboutissement d'un certain nombre d'entre eux, dans le cadre du Partenariat euro-méditerranéen ou du Processus de Barcelone (entamé en 1995, avec neuf Etats du sud et de l'est de la Méditerranée et l'Autorité palestinienne). Satisfaite d'un "partenariat solide et durable" elle reconnaissait qu'il n'avait pas encore réalisé

“tout son potentiel” et admettait que l’initiative française pouvait donner une “impulsion politique”, mais devait “se développer à partir de l’expérience et des structures établies par les politiques régionales existantes”.

Les réactions furent dans l’ensemble assez peu enthousiastes: les pays européens non riverains se sont abstenus de tout commentaire, s’inquiétant seulement de son financement. Plusieurs représentants de pays arabes ont dénoncé le flou de la proposition française, ainsi le secrétaire général de la Ligue Arabe (Amr Moussa): “C’est une bonne idée. Mais qu’y a-t-il dedans?” ou le ministre égyptien des affaires étrangères (Ahmed Abou Al-Gheit), qualifiant le projet de “vue de l’esprit” et regrettant l’absence de consultations préalables.

Certes, le président tunisien Ben Ali et le roi du Maroc, Mohammed VI, ont apporté leur soutien à un projet “visionnaire et audacieux”, certes encore les ministres des affaires étrangères espagnol et portugais ont souligné l’intérêt qu’ils lui portaient, il n’empêche que l’idée présidentielle semble avoir fait long feu.<sup>2</sup>

---

2 En mars 2008, l’Union méditerranéenne devient l’Union pour la Méditerranée (UM), et le sommet de Hanovre du 3 mars donne naissance à un compromis franco-allemand qui sera validé par le Conseil européen, le 13 mars. Trente-neuf États sont désormais impliqués, dont les vingt-sept États-membres et douze États des rives sud et est de la Méditerranée, qui étaient déjà parties prenantes du Processus de Barcelone (la Turquie, le Liban et la Syrie n’ont pas encore arrêté leur décision). Cette “Union” sera fondée sur des projets de coopération environne-

Ce ne sont pas quelques initiatives pittoresques, comme la croisière “littéraire et politique” (*sic*) initiée par l’ambassadeur de France à Malte, Daniel Rondeau,<sup>3</sup> qui changeront fondamentalement la donne. Baptisée Ulysse 2009, celle-ci était censée célébrer à grand renfort de publicité les figures spirituelles des deux rives, d’Ouest en Est, d’Albert Camus à Saint-Paul, d’Ibn Arabi à Abd el-Kader, en passant par Louis Massignon et saint Augustin.

L’analyse de cet échec relatif<sup>4</sup> — comme le peu d’intérêt réel soulevé par l’initiative chez les citoyens — révèle

---

mentale, scientifique, culturelle et d’éducation (cf. in [www.nouvelle-europe.eu](http://www.nouvelle-europe.eu)).

- 3 *Le ministre a critiqué à mots couverts la croisière Ulysse 2009 de l’ambassadeur à Malte.* “Vendredi 24 octobre, au 16<sup>e</sup> Salon francophone du livre de Beyrouth, Bernard Kouchner a rendu hommage à son ‘ami’ l’écrivain Daniel Rondeau, ambassadeur de France à Malte, présent avec une quinzaine d’intellectuels ‘méditerranéens’ à l’issue d’une croisière ‘littéraire et politique’ baptisée Ulysse 2009. Très (trop?) en verve, le ministre des Affaires étrangères ne manqua pas de rappeler qu’il était responsable de la nomination de Rondeau, malgré la grogne du Quai d’Orsay. Puis, dans l’hilarité d’une grande partie du public et à la stupeur de l’intéressé, il qualifia ce dernier, avec un humour pour le moins maladroit, de ‘funambule’, d’‘histrion’, de ‘talentueux pantin’ et d’‘hurluberlu’. Enfin, il signala qu’il avait dû défendre ardemment le projet Ulysse 2009, dont personne ne voulait, et qu’il espérait que la facture ne serait pas trop salée. L’ami Rondeau ne cacha pas son courroux: même si réconciliation il y eut, le dîner qui suivit, à la superbe Résidence des Pins, logis de l’ambassadeur de France à Beyrouth, fut, paraît-il, sans chaleur excessive” (*L’Express*, 30 oct. 2009).

- 4 “Des pays du Sud critiquaient volontiers l’unilatéralisme, la bureaucratie excessive des procédures de Barcelone. (...) Néan-

moins une incapacité “diplomatique” à mettre en œuvre une telle ambition, que les avanies fondamentales de notre “carte mentale” du monde, de notre représentation spatio-temporelle des nouveaux rapports de forces, des nouveaux enjeux politiques et idéologiques en Méditerranée.

Il y a, au moins, deux aspects à envisager ou plutôt deux niveaux d'inconséquences.

## II — L'“IRREALPOLITIK” EUROPÉENNE

D'abord, celles qui relèvent de la vision européenne du monde, depuis une bonne vingtaine d'années. Il faut évoquer ici les analyses cinglantes développées par Hubert Védrine, ancien ministre français des affaires étrangères du gouvernement Jospin (1997-2002):

Je me suis toujours méfié de l'“*irrealpolitik*” européenne, ce mélange brumeux d'abstraction et d'ingénuité bien intentionnées qui caractérise les visions européennes du monde depuis la fin de l'URSS. Ce cocktail explique en partie le retard de compréhension par les Européens de la nouvelle situation du monde: la compétition multipolaire.<sup>5</sup>

---

moins, en réservant initialement cette Union aux seuls riverains de la Méditerranée (à l'exclusion des autres membres de l'Union et de la Commission), cette initiative ne pouvait que susciter mécontentement et hostilité de la Commission, du Parlement, de l'Allemagne et de plusieurs autres États membres, pouvant aller jusqu'à un veto de facto. De ce fait elle était irréaliste” (Hubert Védrine, Bruxelles, Nov. 2009).

5 Cf. *Marianne*, 1 juillet 2010.

L'initiative méditerranéenne française est à inscrire dans cette “*irrealpolitik*” invétérée, tout en voulant y échapper. H. Védrine pointe du doigt le décalage, voire le déphasage européen (par rapport aux perceptions dominantes d'autres aires civilisationnelles), son incapacité à admettre que l'histoire du monde reste celle “d'une compétition de puissances” et non une ère nouvelle “post-nationale et postidentitaire”. Les Européens, selon lui, auraient renoncé, depuis la fin de la dernière guerre, à se penser “comme des acteurs du jeu mondial”, préférant s'envelopper dans le linceul de pourpre de l'universalisme abstrait, qu'il ait pour nom “européisme” ou “droit-de-l'hommeisme”.

L'Europe, nouveau prédicateur mondial, voudrait croire que le monde est “post-tragique”, que la puissance n'existe plus, que désormais sur le droit prime celle-ci,

alors même que le monde multipolaire qui s'impose à nous n'est pas un monde architecturé, paisible et stable, mais une foire d'empoigne davantage tributaire de la loi de la jungle que de tout autre considération d'ordre morale.

L'idéal néo-fédéraliste dont s'est réclamée l'Europe a montré ses limites, l'attachement des peuples à leur identité nationale n'est pourtant ni dérisoire ni passéiste. Quant au fameux “couple” franco-allemand — objet d'un véritable fétichisme selon H. Védrine —, il est à bien des égards un leurre, comme si “l'intimité entre nos deux pays” était donnée d'avance, “La France et l'Allemagne ne seront jamais le Dakota du Nord et le Dakota du Sud”. L'Europe est en train de se casser les dents sur



la question nationale, qu'elle croyait définitivement évacuée, comme si le temps des nations était passé (l'expression est de Louis Massignon, qui imaginait transformer la Terre Sainte en "un jardin d'enfance de l'humanité").

L'attitude de l'Europe à l'égard de la Turquie témoigne de son impossibilité de traiter les revendications nationales autrement qu'en termes juridico-moraux. La question préalable (et au fond insoluble) de l'appartenance "objective" de la Turquie à l'Europe historique a biaisé la politique communautaire à son égard. Le fait que cette grande nation se soit affirmée comme telle, et fasse valoir cette qualité pour poser sa candidature à l'entrée dans l'Union européenne,<sup>6</sup> a été ressentie comme une véritable menace. Non point "religieuse", comme pouvait le faire croire certaines présentations, mais politique, au sens fort du terme. En se portant candidate, la Turquie a confronté l'Europe à ses contradictions, à la vacuité de ses ambitions. L'europhisme est un ensemble d'idées pieuses sur le nouvel ordre mondial qui ne devrait être régi que par le seul droit international.

---

6 Le 14 avril 1987, la Turquie a déposé une demande d'adhésion à la Communauté Européenne. Elle est membre associé de l'U.E. et des communautés qui l'ont précédée depuis les accords d'Ankara de 1963 (le préambule "reconnaît que l'appui apporté par la C.E.E. aux efforts du peuple turc pour améliorer son niveau de vie facilitera ultérieurement l'adhésion de la Turquie à la Communauté"). Elle a été officiellement reconnue comme candidate le 12 décembre 1999 (sommet d'Helsinki).

Le fait que l'Europe soit, à proprement parlé, non un "espace" mais un être juridique, comme tel sans territoire, *stricto sensu*, aurait pu la conduire à relativiser le concept de frontière. Or, au contraire, l'Union campe sur des "lignes" d'autant plus rigides qu'improbables. Répondre favorablement à la demande d'adhésion turque aurait permis d'étendre une zone de paix aux confins de territoires sous tension. L'Europe laisse peut-être passer une chance d'exercer via la Turquie une influence déterminante sur le cours de la Méditerranée orientale et de l'Asie centrale.

### III — DE NOUVELLES MÉDITERRANÉES

L'Orient compliqué appelant des idées simples, on peut se demander si, avec l'alignement croissant de notre politique étrangère sur celle d'Israël, il y a place encore pour une politique française méditerranéenne digne de ce nom.

La situation en Méditerranée orientale est explosive. L'État d'Israël souhaitant à l'évidence une frappe militaire préventive sur les installations nucléaires de l'Iran. Mais, les Israéliens iront-ils seuls? Interrogation essentielle... le président américain ayant marqué son peu d'enthousiasme pour une opération extrêmement risquée, aux bénéfices incertains. Quant aux prétextes invoqués, ils sont, nous le savons, largement fallacieux, comme l'étaient ceux qui ont servi à justifier la deuxième guerre contre l'Irak. Aucun stratège sensé n'envisage l'utilisation par l'Iran de l'arme atomique contre un autre État détenteur de la même arme,

en l'occurrence Israël, en vertu du principe de sanctuarisation. D'autre part, peut-on raisonnablement considérer que l'Iran représente une menace militaire réelle, alors que le montant de son budget consacré à la défense est à peine celui de la Grèce ou de la Suède, en tout cas inférieur par habitant à tous les pays de la région, hormis les Émirats.

Les guerres étaient hier déclarées au nom de la civilisation ou de la vraie foi, le seront-elles demain au nom des Droits de l'homme? S'agira-t-il de vaincre ou d'anéantir? Les rodomontades françaises, relayant le bellicisme américano-israélien, témoignent de l'incapacité à envisager une politique méditerranéenne à la fois indépendante, sérieuse et réaliste. Car le fond de l'affaire, une fois encore, est la question palestinienne. Ce ne sont pas les États arabes de la région qui apportent leur soutien à la Palestine, mais l'Iran et la Turquie. Deux États "musulmans" non arabes, l'un majoritairement sunnite, l'autre chi'ite. Le panarabisme a vécu, emporté en particulier par la politique américaine qui a longtemps joué la carte de l'islamisme radical contre les nationalismes laïcs arabes.

Le ralliement de la Turquie à la cause d'une Palestine indépendante représente une rupture fondamentale, qui modifie en profondeur les équilibres géostratégiques de la région. Comment peut-on encore raisonner en termes ami — ennemi, chrétien — non chrétien, comme si la logique des conflits s'inscrivait dans des rapports de forces étroitement idéologiques ou "religieux".

La Turquie, traditionnellement alliée d'Israël, est devenue l'un des nouveaux acteurs diplomatiques de la région. On peut évidemment n'y voir que l'effet d'un dépit amoureux: abandonnée par l'Europe, la Turquie se tournerait vers l'Orient, en particulier vers les terres turcophones sur lesquelles elle chercherait à retrouver une influence séculaire.

Il va falloir compter en Méditerranée, hier chasse gardée des vieilles nations du sud de l'Europe, sur de nouvelles puissances émergentes, sur de nouvelles alliances qui vont redistribuer les rapports de puissance. Il faut évidemment méditer les conséquences de l'accord entre le Brésil, la Turquie et l'Iran sur un projet d'échanges de combustible nucléaire, concrétisé par l'accord tripartite signé à Téhéran en mai 2010. Un axe Ouest-Est qui semble agacer les cadres mentaux de la diplomatie française et européenne (encore "installées" dans la confrontation Nord-Sud).

La Méditerranée est à l'évidence un espace plus complexe qu'il n'y paraît, puisque bordée sur ses rives extrêmes occidentales par le Brésil et sur ses marches orientales par l'Iran. Une dilatation de l'espace méditerranéen qui rend caduque la vieille cartographie européenne à laquelle demeurent attachés nos politiques. Comme s'il s'agissait seulement pour l'Europe de contenir sur ses frontières méridionales, l'islamisme, la drogue et les vagues migratoires.

Mis au piquet pour de mauvaises raisons — des revendications nationalistes jugées à la fois dépassées et

inacceptables —, l’Iran se replie sur des valeurs archaïques, miroir tendu aux démocraties en rut (l’expression est de Bernanos, qui nommait ainsi les nouvelles républiques impériales).

La Turquie, d’abord amère, après quarante ans de promesses toujours repoussées, manifeste désormais un désintérêt croissant pour une politique européenne autocentrée. On pourrait énumérer les nombreux “ponts-aux-ânes” brandit par certains responsables de l’Union pour repousser aux calendes l’issue des négociations: comme le “trop” subtil *distinguo* entre “logique d’agglomération” et “logique de conversion”. Ici, prévaudrait une adhésion à des valeurs qui passerait par une série de renoncement; là, une intégration presque naturelle par simple contiguïté territoriale.

Signalons que la nouvelle rhétorique en vogue sous nos climats a pris les accents d’une islamophobie affichée et sans complexe, une version sommaire du trop fameux “choc des civilisations”. La chasse à la *burqa* (en fait le *niqab*, qui occupe l’attention des médias français depuis des mois, un voile intégral qui ne concerne en réalité que quelques centaines de femmes) est le prétexte d’une nouvelle traque. Il s’agit de débusquer derrière les revendications sociales et identitaires, derrière les agitations urbaines et la délinquance, la présence de l’Islam diabolisé, incompatible avec les valeurs de la République et de l’Europe.<sup>7</sup> Un récent numéro de *L’Express*, hebdomadaire de

---

7 Nicolas Sarkozy a déclaré en janvier 2007, quelques mois avant d’être élu à la présidence de la République, qu’élargir “l’Europe

centre gauche, plutôt hostile à la politique de N. Sarkozy, titrait il y a peu: "Les vérités qui dérangent", accompagné d'un dossier dressant de l'Islam un portrait inquiétant. Il n'est pas à nos portes, mais chez nous, parmi nous. Voilà qui va sûrement aiguïser notre curiosité pour l'autre rive...

Les nouveaux acteurs de la diplomatie méditerranéenne ne s'embarrassent pas de ces questions oiseuses. Le réalisme politique l'emporte sur la prétendue morale qui arme des droits abstraits universels.

La Méditerranée n'est pas un acquis, comme aime à le souligner Hubert Védrine, mais un concept, un projet à construire. Corps vivant, elle est plus que jamais la mer des surprises.

---

sans limites risquait de détruire l'Union politique européenne, et je ne l'accepte pas (...). Je veux dire que l'Europe doit se donner des frontières, que tous les pays n'ont pas vocation à devenir membre de l'Europe, à commencer par la Turquie qui n'a pas sa place dans l'Union européenne."